

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-technique-du-coup-d-Etat-Operation-changement-de-regime>

# **La technique du coup d'Etat Opération « changement de régime »**

- Notre Amérique - Guerre invisible -

Date de mise en ligne : lundi 24 janvier 2011

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Au cours de ces dernières années, une série de « révolutions » ont éclaté en différents endroits du monde.**

**Georgie** En novembre 2003, le président Edouard Chevardnadze a été renversé à la suite de manifestations et d'allégations d'élections truquées.

**Ukraine** En novembre 2004, des manifestations - la « Révolution orange » - commencèrent au moment où des accusations similaires d'élections truquées étaient formulées. Il en résulta que le pays perdit son ancien rôle géopolitique de pont entre l'Est et l'Ouest et fut poussé vers une adhésion à l'OTAN et à l'UE. Etant donné que la Rus de Kiev fut le premier Etat russe et que l'Ukraine s'est maintenant tournée contre la Russie, il s'agit là d'un événement historique. Mais, comme le disait George Bush, « vous êtes soit avec nous soit contre nous ». Bien que l'Ukraine ait envoyé des troupes en Irak, elle était manifestement considérée comme trop amie de Moscou.

**Liban** Peu après que les Etats-Unis et l'ONU aient déclaré que les troupes syriennes devaient se retirer du Liban et suite à l'assassinat de Rafik Hariri, les manifestations de Beyrouth ont été présentées comme la « Révolution du Cèdre ». Une énorme contre-manifestation du Hezbollah, le plus important parti de Syrie, fut passée sous silence alors que la télévision montrait sans fin la foule anti-syrienne. Exemple particulièrement énorme de mauvaise foi orwellienne, la BBC expliqua aux téléspectateurs que « le Hezbollah, le plus grand parti politique du Liban, est jusqu'ici la seule voix dissidente qui souhaite que les Syriens restent au Liban ». Comment la majorité peut-elle être une « voix dissidente » ?

**Kirghizistan** Après les « révolutions géorgienne et ukrainienne, nombreux sont ceux qui prédisaient que la vague de « révolutions » allait s'étendre aux anciens Etats soviétiques d'Asie centrale. Et c'est ce qui arriva. Les commentateurs semblaient divisés sur la question de savoir quelle couleur attribuer au soulèvement de Bichkek : révolution « citron » ou « tulipe » ? Ils n'ont pas pu se décider. Mais ils étaient tous d'accord sur un point : ces révolutions sont cool, même quand elles sont violentes. Le président du pays, Askar Akaïev, fut renversé le 24 mars 2005 et les contestataires prirent d'assaut le palais présidentiel et le mirent à sac.

**Ouzbékistan** Lorsque des rebelles armés s'emparèrent des bâtiments gouvernementaux, libérèrent des prisonniers et prirent des otages dans la nuit du 12 au 13 mai dans la ville ouzbek d'Andijan (située dans la vallée de Ferghana où les troubles avaient également commencé au Kirghizistan voisin), la police et l'armée encerclèrent les rebelles et il en résulta une impasse de longue durée. On entreprit des négociations avec les rebelles qui ne cessèrent d'augmenter leurs revendications. Quand les forces gouvernementales les attaquèrent, les combats firent quelque 160 morts dont 30 parmi les forces de la police et de l'armée. Pourtant les médias occidentaux présentèrent immédiatement ces affrontements violents de manière déformée, prétendant que les forces gouvernementales avaient ouvert le feu sur des contestataires non armés, sur « le peuple ».

Ce mythe sans cesse répété de la révolte populaire contre un gouvernement dictatorial est populaire à gauche comme à droite de l'éventail politique. Autrefois, le mythe de la révolution était manifestement réservé à la gauche, mais lorsque le putsch violent eut lieu au Kirghizistan, le Times s'enthousiasma à propos des scènes de Bichkek qui lui rappelaient les films d'Eisenstein sur la révolution bolchévique ; le Daily Telegraph exalta le « pouvoir pris par le peuple » et le Financial Times eut recours à une métaphore maoïste bien connue lorsqu'il vanta la « longue marche du Kirghizistan vers la liberté ».

Une des idées clés à la base de ce mythe est manifestement que le « peuple » est derrière les événements et que

ces derniers sont spontanés. En réalité, bien sûr, ce sont des opérations très organisées, souvent mises en scène pour les médias et habituellement créés et contrôlés par les réseaux transnationaux d'« ONG » qui sont des instruments du pouvoir occidental.

### La littérature sur les coups d'Etat

Le mythe de la révolution populaire spontanée perd de sa prégnance en raison de l'ample littérature sur les coups d'Etat et les principales tactiques utilisées pour les provoquer.

C'est bien entendu Lénine qui a développé la structure organisationnelle vouée au renversement d'un régime que nous connaissons maintenant sous le nom de parti politique. Il différait de Marx en ce qu'il ne pensait pas que le changement historique était le résultat de forces anonymes inéluctables. Il pensait qu'il fallait le provoquer.

Mais ce fut probablement Curzio Malaparte qui le premier, dans *Technique du coup d'Etat*, donna une forme célèbre à ces idées. Publié en 1931, ce livre présente le changement de régime comme une technique. Malaparte était en désaccord avec ceux qui pensaient que les changements de régime étaient spontanés. Il commence son livre en rapportant une discussion entre des diplomates à Varsovie au printemps 1920 : La Pologne a été envahie par l'armée rouge de Trotski (la Pologne avait elle-même envahi l'Union soviétique, prenant Kiev en avril 1920) et les bolcheviques étaient aux portes de Varsovie. La discussion avait lieu entre le ministre de Grande-Bretagne, Sir Horace Rumbold, le Nonce papal, Monsignor Ambrogio Damiano Achille Ratti (lequel fut élu pape deux ans plus tard sous le nom de Pie XI).

L'Anglais disait que la situation politique intérieure de la Pologne était si chaotique qu'une révolution était inévitable et que le corps diplomatique devait fuir la capitale et se rendre à Poznan. Le Nonce n'était pas d'accord, insistant sur le fait qu'une révolution était tout aussi possible dans un pays civilisé comme l'Angleterre, la Hollande ou la Suisse que dans un pays en état d'anarchie. Naturellement, l'Anglais était choqué à l'idée qu'une révolution pût éclater en Angleterre. « Jamais ! » s'exclama-t-il. Les faits lui ont donné tort car il n'y eut aucune révolution en Pologne et cela, selon Malaparte parce que les forces révolutionnaires n'étaient pas suffisamment bien organisées.

Cette anecdote permet à Malaparte d'aborder les différences entre Lénine et Trotski, deux praticiens du coup d'Etat. Il montre que le futur pape avait raison et qu'il était faux de dire que certaines conditions sont nécessaires pour qu'il y ait révolution. Pour Malaparte, comme pour Trotski, on peut provoquer un changement de régime dans n'importe quel pays, y compris dans les démocraties stables d'Europe occidentale à condition qu'il y ait un groupe d'hommes suffisamment déterminés à l'effectuer.

### Fabriquer le consentement

Cela nous amène à d'autres textes relatifs à la manipulation médiatique. Malaparte lui-même n'aborde pas cet aspect mais celui-ci est a) très important et b) constitue un élément de la technique utilisée pour les changements de régime aujourd'hui. A vrai dire, le contrôle des médias durant un changement de régime est si important qu'une des caractéristiques de ces révolutions est la création d'une réalité virtuelle. Le contrôle de cette réalité est lui-même un instrument du pouvoir, si bien que lors des coups d'Etats classiques des républiques bananières, la première chose dont s'emparent les révolutionnaires est la radio.

Les gens éprouvent une forte répugnance à accepter l'idée que les événements politiques, aujourd'hui, sont délibérément manipulés. Cette répugnance est elle-même un produit de l'idéologie de l'ère de l'information qui flatte la vanité des gens et les incite à croire qu'ils ont accès à une somme considérable d'informations. En fait, l'apparente diversité de l'information médiatique moderne cache une extrême pauvreté de sources originales, de même qu'une rue entière de restaurants sur un rivage grec peut cacher la réalité d'une seule cuisine à l'arrière. Les informations

sur les événements importants proviennent souvent d'une source unique, souvent une agence de presse et même des diffuseurs d'informations comme la BBC se contentent de recycler les informations reçues de ces agences tout en les présentant comme étant les leurs. Les correspondants de la BBC sont souvent dans leurs chambres d'hôtel lorsqu'ils envoient leurs dépêches, lisant souvent pour le studio de Londres l'information que leur ont transmise leur collègues en Angleterre, qui les ont à leur tour reçues des agences de presse. Un second facteur expliquant la répugnance à croire à la manipulation des médias est lié au sentiment d'omniscience que notre époque de *mass média* aime flatter : débiner les informations de la presse, c'est dire aux gens qu'ils sont crédules et ce message n'est pas agréable à recevoir.

La manipulation médiatique a plusieurs aspects. L'un des plus importants est l'iconographie politique. C'est un instrument très important utilisé pour défendre la légitimité des régimes qui ont pris le pouvoir par la révolution. Il suffit de penser à des événements emblématiques comme la prise de la Bastille le 14 juillet 1789, l'assaut du Palais d'Hiver pendant la révolution d'octobre 1917 ou la marche de Mussolini sur Rome en 1922 pour se rendre compte que certains événements peuvent être élevés au rang de sources presque éternelles de légitimité.

Cependant, l'importance de l'imagerie politique va bien au-delà de l'invention d'un emblème pour chaque révolution. Elle implique un contrôle beaucoup plus rigoureux des médias et généralement ce contrôle doit être exercé sur une longue période, pas seulement au moment du changement de régime. Il est vraiment essentiel que la ligne du parti soit répétée *ad nauseam*. Un aspect de la culture médiatique d'aujourd'hui que de nombreux dissidents dénoncent à la légère et à tort comme relevant du « totalitarisme » est que les opinions dissidentes peuvent être exprimées et publiées, mais c'est précisément parce que, n'étant que des gouttes d'eau dans l'océan, elles ne représentent jamais une menace pour la marée propagandiste.

### Willy Münzenberg

Un des maîtres modernes du contrôle des médias fut le communiste allemand avec qui Goebbels apprit son métier, Willy Münzenberg. Il n'est pas seulement l'inventeur de la manipulation mais aussi le premier à avoir mis au point l'art de créer un réseau de journalistes formateurs de l'opinion qui propagèrent des idées correspondant aux besoins du Parti communiste allemand et à l'Union soviétique. Il fit fortune en édifiant un vaste empire médiatique.

Il était très impliqué dans le projet communiste dès le début. Il appartenait aux proches de Lénine à Zurich et en 1917, il accompagna le futur chef de la révolution bolchévique de la gare centrale de Zurich à la gare de Finlande à Saint-Pétersbourg dans un train plombé, avec l'aide des autorités impériales allemandes. Lénine demanda à Münzenberg de combattre la publicité épouvantable suscitée par le fait qu'en 1921, 25 millions de paysans de la région de la Volga commencèrent à souffrir de la famine qui frappait l'Etat soviétique nouvellement créé. Münzenberg, qui était alors rentré à Berlin où il fut plus tard élu député communiste au Reichstag, fut chargé de créer une oeuvre de bienfaisance ouvrière factice, le *Foreign Committee for the Organisation of Worker Relief for the Hungry in Soviet Russia* dont le but était de faire croire que les secours humanitaires provenaient d'autres sources que de la *Herbert Hoover's American Relief Administration*. Lénine craignait non seulement que Hoover utilise son projet humanitaire pour envoyer des espions en URSS (ce qu'il fit) mais également - chose peut-être plus importante - que le premier Etat communiste au monde ne souffre fatalement de la publicité négative due au fait que l'Etats-Unis capitaliste lui venait en aide à quelques années de la Révolution.

Après s'être fait la main en « vendant » la mort de millions de personnes causée par les bolcheviques, Münzenberg se tourna vers des activités de propagande plus générales. Il édifia un vaste empire médiatique connu sous le nom de Trust Münzenberg qui possédait deux quotidiens de masse en Allemagne, un hebdomadaire de masse et avait des intérêts dans d'autres publications dans le monde. Il s'illustra particulièrement en mobilisant l'opinion mondiale contre l'Etats-Unis lors du procès de Sacco et Vanzetti (deux immigrés italiens anarchistes condamnés à mort pour meurtre dans le Massachusetts en 1921) et pour contrebalancer l'idée propagée par les nazis selon laquelle

l'incendie du Reichstag en 1933, était l'oeuvre d'un complot communiste. Rappelons que les nazis prirent prétexte de cet incendie pour procéder à des arrestations et à des exécutions en masse de communistes. (On pense maintenant que le feu a en réalité été mis à titre individuel par l'homme qui fut arrêté dans le bâtiment à l'époque, le pyromane Martinus van der Lubbe. Münzenberg réussit à convaincre une partie importante de l'opinion d'une contrevérité opposée à celle des nazis, c'est-à-dire que ceux-ci avaient mis le feu eux-mêmes afin d'avoir un prétexte pour se débarrasser de leurs principaux adversaires.

Le fait le plus significatif pour notre époque est que Münzenberg comprit combien il est important d'influencer les faiseurs d'opinion. Il avait essentiellement pour cible les intellectuels, partant de l'idée qu'ils étaient faciles à influencer en raison de leur grande vanité. Il avait notamment des contacts avec un grand nombre de personnalités littéraires des années 1930. Il en encouragea beaucoup à soutenir les Républicains lors de la guerre civile espagnole et d'en faire une cause célèbre de l'anti-fascisme communiste. La tactique de Münzenberg revêt une grande importance dans la manipulation de l'opinion en faveur du Nouvel ordre mondial aujourd'hui. Plus que jamais, des « experts » apparaissent sur nos petits écrans pour nous expliquer les événements et ils sont toujours des véhicules de la ligne officielle du parti. On les contrôle de différentes manières, généralement avec de l'argent ou par la flatterie.

### Psychologie de la manipulation de l'opinion

Il existe une série d'ouvrages qui mettent le doigt sur un aspect un peu différent de la technique spécifique mise au point par Münzenberg. Il concerne la manière d'amener les gens à agir collectivement en recourant à des stimuli psychologiques. Peut-être que le premier théoricien important en fut le neveu de Freud, Edward Bernays, qui écrivait dans son ouvrage *Propaganda* [Traduction française : *Propaganda, Comment manipuler l'opinion en démocratie*, Zones, 2007], paru en 1928, qu'il était tout à fait naturel et justifié que les gouvernements façonnent l'opinion publique à des fins politiques. Le premier chapitre porte le titre révélateur suivant : « Organiser le chaos ». Pour Bernays, la manipulation consciente et intelligente des opinions et des habitudes des masses est un élément important des sociétés démocratiques. Ceux qui manipulent les mécanismes cachés de la société constituent un gouvernement invisible qui représente le vrai pouvoir. Nous sommes dirigés, nos esprits sont façonnés, nos goûts formés, nos idées suggérées essentiellement par des hommes dont nous n'avons jamais entendu parler. C'est la conséquence logique de la manière dont notre société démocratique est organisée. Un grand nombre d'êtres humains doivent coopérer afin de vivre ensemble dans une société qui fonctionne bien. Dans presque tous les actes de notre vie quotidienne, qu'il s'agisse de la sphère politique, des affaires, de nos comportements sociaux ou de nos conceptions éthiques, nous sommes dominés par un nombre relativement réduit de personnes qui connaissent les processus mentaux et les caractéristiques sociales des masses. Ce sont elles qui contrôlent l'opinion.

Pour Bernays, très souvent les membres du gouvernement invisible ne savent même pas qui en sont les autres membres. La propagande est le seul moyen d'empêcher l'opinion publique de sombrer dans le chaos. Bernays continua de travailler sur le sujet après la guerre et a publié, en 1955, *The Engineering of Consent*, titre auquel Edward Herman et Noam Chomsky faisaient allusion lorsqu'ils publièrent leur ouvrage majeur *Manufacturing Consent* [La Fabrication du consentement, Agone, 2008] en 1988. Le rapport avec Freud est important parce que, comme nous allons le voir, la psychologie est un outil capital pour influencer l'opinion publique. Selon deux des auteurs ayant collaboré à *Manufacturing Consent*, Doris E. Fleischmann et Howard Walden Cutler écrivent que chaque chef politique doit faire appel à des émotions humaines de base afin de manipuler l'opinion. L'instinct de conservation, l'ambition, l'orgueil, la faim, l'amour de la famille et des enfants, le patriotisme, l'esprit d'imitation, le désir de commander, le goût du jeu ainsi que d'autres besoins sont les matières brutes psychologiques que chaque leader doit prendre en compte dans ses efforts pour gagner l'opinion publique à ses idées. Pour préserver leur confiance en eux, la plupart des gens ont besoin d'être certains que tout ce qu'ils croient est vrai.

C'est ce que Münzenberg avait bien compris : le besoin fondamental des hommes de croire ce qu'ils veulent croire. Thomas Mann faisait allusion à ce phénomène quand il attribua l'ascension d'Hitler au désir collectif du peuple

allemand de croire à un « conte de fées » dissimulant la laide réalité.

A ce sujet, d'autres ouvrages méritant d'être mentionnés concernent moins la propagande électronique moderne que la psychologie des foules. Les classiques, ici, sont Psychologie des foules de Gustave Le Bon (1895), Masse et puissance d'Elias Canetti (1960) et Le viol des foules par la propagande politique de Serge Tchakhotine [Gallimard, 1992] (1939). Tous ces livres font abondamment appel à la psychologie et à l'anthropologie. Il y a également le magnifique ouvrage de l'anthropologue René Girard dont les écrits sur la logique de l'imitation (mimesis) et sur les actions violentes collectives sont d'excellents outils pour comprendre pourquoi l'opinion publique peut si facilement être amenée à soutenir la guerre et d'autres formes de violence politique.

### Technique de formation de l'opinion

Après la guerre, un grand nombre des techniques mises au point par le communiste Münzenberg furent adoptées par les Américains, comme le montre magnifiquement l'excellent ouvrage de Frances Stonor Saunders *Who Paid the Piper ? CIA and the Cultural Cold War*. [[Qui mène la danse ? La CIA et la Guerre froide culturelle](#), Denoël, 2003] Saunders explique de manière extrêmement détaillée comment, au début de la guerre froide, les Américains et les Britanniques commencèrent une importante opération clandestine destinée à financer des intellectuels anti-communistes. L'élément fondamental est qu'ils concentrèrent leur attention sur des personnalités de gauche, surtout des trotskistes qui n'avaient cessé de soutenir l'Union soviétique qu'en 1939 lorsque Staline signa le Pacte de non-agression avec Hitler et qui avaient souvent travaillé auparavant pour Münzenberg. Un grand nombre de ces personnes qui se situaient au point de jonction entre le communisme et la CIA au début de la guerre froide sont devenus des néo-conservateurs de premier plan, en particulier Irving Kristol, James Burnham, Sidney Hook et Lionel Trilling.

Les origines gauchistes, voire trotskistes, du néo-conservatisme sont connues, bien que je continue d'être surpris par de nouveaux détails que je découvre, par exemple que Lionel et Diana Trilling ont été mariés par un rabbin qui considérait Felix Dzerjinski, fondateur de la police secrète bolchévique (ancêtre du KGB) et pendant communiste de Himmler, comme un modèle d'héroïsme. Ces origines gauchistes entretiennent un rapport particulier avec les opérations clandestines évoquées par Saunders car l'objectif de la CIA était précisément d'influencer les opposants de gauche au communisme, c'est-à-dire les trotskistes. L'idée de la CIA était simplement que les anti-communistes de droite n'avaient pas besoin d'être influencés et encore moins d'être payés. Saunders cite Michael Warner lorsqu'elle écrit que pour la CIA, la stratégie consistant à soutenir la gauche anticommuniste allait devenir le fondement théorique des opérations politiques de la CIA contre le communisme pendant les deux décennies suivantes.

La stratégie était décrite dans *The Vital Center : The Politics of Freedom* d'Arthur Schlesinger (1949), ouvrage qui constitue une des pierres angulaires de ce qui devint plus tard le mouvement néoconservateur. Saunders écrit que l'objectif consistant à soutenir des groupes gauchistes n'était ni de détruire ni de dominer ces groupes mais plutôt de maintenir une discrète proximité et de diriger leur pensée, de leur procurer un moyen de se défouler et, à la limite, de s'opposer à leurs actions au cas où ils deviendraient trop « radicaux ». Les manières dont cette influence de gauche fut ressentie furent nombreuses et variées. Les Etats-Unis étaient décidés à donner d'eux-mêmes une image progressiste, en contraste avec l'Union soviétique « réactionnaire ». Autrement dit, ils voulaient faire exactement ce que faisaient les Soviétiques. En musique, par exemple, Nicolas Nabokov (le cousin de l'auteur de Lolita) était l'un des principaux agents du Congrès. En 1954, la CIA finança un festival de musique à Rome au cours duquel l'amour « autoritaire » de Staline pour des compositeurs comme Rimski-Korsakov et Tchaïkovski fut « contré » par de la musique moderne non orthodoxe inspirée du dodécaphonisme de Schoenberg. Pour Nabokov, promouvoir une musique qui abolissait manifestement les hiérarchies naturelles, c'était délivrer un message politique clair. Un autre progressiste, le peintre Jackson Pollock, ancien communiste, fut également soutenu par la CIA. Ses barbouillages étaient censés représenter l'idéologie étasunienne de la « liberté » opposée à l'autoritarisme de la peinture du réalisme socialiste. (Cette alliance avec les communistes a précédé la guerre froide : le fresquiste communiste

mexicain Diego Rivera fut parrainé par Abby Aldrich Rockefeller mais leur collaboration prit fin subitement lorsque Rivera refusa de retirer un portrait de Lénine d'une scène de foule peinte sur les murs du Rockefeller Center en 1933.)

Ce mélange entre la culture et la politique fut encouragé explicitement par un organisme de la CIA qui avait un nom très orwellien, le Bureau de stratégie psychologique. En 1956, il parraina une tournée européenne du Metropolitan Opera dont l'objectif politique était d'encourager le multiculturalisme. Son organisateur, Junkie Fleischmann, déclara : « Nous, aux Etats-Unis, nous sommes un *melting-pot* et par là nous prouvons que les peuples peuvent s'entendre indépendamment des races, des couleurs de peau ou des confessions. En utilisant le terme de « *melting-pot* » ou toute autre expression accrocheuse, nous pourrions présenter le Met comme un exemple de la manière dont les Européens peuvent s'entendre aux Etats-Unis et suggérer que, par conséquent, une espèce de fédération européenne est tout à fait possible. »

Soit dit en passant, c'est exactement l'argument utilisé notamment par Ben Wattenberg qui, dans son ouvrage *The First Universal Nation*, soutient que l'Amérique possède un droit particulier à l'hégémonie mondiale parce qu'elle réunit toutes les nations et races de la planète. La même idée a été exprimée par Newt Gingrich et d'autres néoconservateurs.

Parmi les autres sujets mis en avant, certains sont au centre de la pensée néoconservatrice d'aujourd'hui. Le premier d'entre eux est la croyance authentiquement libérale à l'universalisme moral et politique. Elle a été au centre de la philosophie de la politique étrangère de George W. Bush. A de nombreuses occasions, il a déclaré que les valeurs politiques sont les mêmes dans le monde entier et il a utilisé cette affirmation pour justifier l'intervention militaire en faveur de la « démocratie ». Au début des années 1950, Raymond Allen, directeur du PSB (le Bureau de stratégie psychologique fut rapidement désigné uniquement par ses initiales, sans doute afin de cacher son vrai nom) était déjà parvenu à la conclusion suivante :

« Les principes et idéaux contenus dans la Déclaration d'indépendance et la Constitution sont destinés à être exportés et constituent le patrimoine des hommes partout dans le monde. Nous devrions nous adresser aux besoins fondamentaux de l'humanité qui, je crois, sont les mêmes pour l'agriculteur du Texas que pour celui du Pendjab. »

Certes, il serait faux d'attribuer la propagation des idées uniquement à la manipulation clandestine. Elles s'inscrivent dans de vastes courants culturels dont les causes sont multiples. Mais il ne fait pas de doute que la domination de ces idées peut être considérablement facilitée par des opérations clandestines, en particulier parce que les gens des sociétés d'information de masse sont étonnamment influençables. Non seulement, ils croient ce qu'ils lisent dans les journaux mais ils s'imaginent qu'ils sont arrivés aux conclusions par eux-mêmes. Par conséquent, l'astuce pour manipuler l'opinion publique consiste à appliquer ce qui a été théorisé par Bernays, mis en place par Mûnzenberg et élevé au rang d'un grand art par la CIA. Selon l'agent de la CIA Donald Jameson, en ce qui concerne les attitudes que l'Agence désirait susciter par ses activités, il est évident qu'elle voulait produire des gens qui étaient intimement persuadés que tout ce que faisait le gouvernement était juste.

Autrement dit, ce que la CIA et d'autres agences ont fait pendant cette période fut d'adopter la stratégie que nous associons au marxiste italien Antonio Gramsci qui affirmait que l'« hégémonie culturelle » était essentielle pour la révolution socialiste.

### Désinformation

Enfin, il existe une quantité énorme de textes sur la technique de désinformation. J'ai déjà mentionné le fait important, formulé à l'origine par Tchakhotine, que le rôle des journalistes et des médias est fondamental pour s'assurer que la propagande est constante. Il écrit que la propagande ne saurait s'interrompre, formulant ainsi une des règles fondamentales de la désinformation moderne qui est que le message doit être répété très souvent pour

passer. Avant tout, Tchakhotine dit que les campagnes de propagande doivent être dirigées de manière centralisée et très organisée, ce qui est devenu la norme à l'ère de la « communication » politique moderne. Les membres travaillistes du Parlement britannique, par exemple, ne peuvent pas parler aux médias sans l'autorisation du *Director for Communications* du 10, Downing Street.

Sefton Delmer était à la fois un praticien et un théoricien de la « black propaganda » (dés-information). Il créa une fausse station de radio qui, pendant la Seconde Guerre mondiale, diffusait de la Grande-Bretagne vers l'Allemagne et répandit le mythe qu'il y avait de bons Allemands patriotes qui s'opposaient à Hitler. On maintint le mythe qu'il s'agissait en réalité d'une station allemande clandestine et on la fit émettre sur des fréquences proches de celles des stations officielles. Ce genre de « black propaganda » fait maintenant partie de l'arsenal de la « communication » gouvernementale américaine. Le *New York Times* a révélé que le gouvernement faisait des bulletins d'informations favorables à sa politique qui étaient ensuite diffusés sur les chaînes ordinaires et présentés comme s'ils émanaient de ces chaînes.

Il y a de nombreux autres auteurs qui ont écrit sur le sujet et j'ai parlé de certains d'entre eux dans ma chronique *All News Is Lies* mais peut-être que l'ouvrage qui correspond le mieux au débat actuel est celui de Roger Mucchielli, *la Subversion* [La subversion, C.L.C ; nouvelle éd. revue et mise à jour, 1976], publié en français en 1971 et qui montre que la désinformation, autrefois tactique auxiliaire pendant la guerre, est devenue une tactique principale. Selon lui, la stratégie s'est développée au point que l'objectif est maintenant de conquérir un pays sans même l'attaquer physiquement, en particulier en recourant à des agents d'influence à l'intérieur. C'est essentiellement l'idée proposée et discutée par Robert Kaplan dans son essai publié dans *The Atlantic Monthly* en juillet/août 2003 et intitulé « *Supremacy by Stealth* ». Un des plus sinistres théoriciens du Nouvel ordre mondial et de l'Empire américain, Robert Kaplan, défend explicitement l'utilisation illégale et immorale de la force pour permettre aux Etats-Unis de contrôler le monde entier. Son essai concerne le recours aux opérations secrètes, à la force des armes, aux coups tordus, à la désinformation, aux influences clandestines, à la formation de l'opinion, voire aux assassinats politiques, tous moyens relevant d'une « éthique païenne » et destinés à assurer la domination américaine.

Un autre point à souligner à propos de Mucchielli est qu'il fut un des premiers théoriciens du recours à des fausses ONG ou « organisations de façade » pour provoquer un changement politique interne dans un autre pays. Comme Malaparte et Trotski, Mucchielli avait compris que ce n'étaient pas des circonstances « objectives » qui faisaient le succès ou l'échec d'une révolution mais la perception de ces circonstances créée par la désinformation. Il avait également compris que les révolutions historiques, qui se présentaient invariablement comme le produit de mouvements de masse, étaient en réalité l'oeuvre d'un tout petit nombre de conspirateurs très bien organisés. Comme Trotski, Mucchielli insistait sur le fait que la majorité silencieuse devait être absolument exclue du mécanisme de changement politique, précisément parce que les coups d'Etat sont l'oeuvre d'un petit nombre de personnes et non de la masse.

L'opinion est le « forum » où l'on pratique la subversion et Mucchielli montre les différentes manières d'utiliser les *mass médias* pour créer une psychose collective. Selon lui, les facteurs psychologiques sont extrêmement importants à cet égard, particulièrement dans la poursuite de stratégies importantes comme la démoralisation d'une société. L'adversaire doit être amené à perdre confiance dans le bien-fondé de sa cause et tous les efforts doivent être tentés pour le convaincre que son adversaire est invincible.

### Rôle des militaires

Avant d'aborder le présent, évoquons encore une question d'ordre historique : le rôle des militaires dans la conduite d'opérations secrètes et dans l'influence exercée sur le changement politique. C'est une chose dont certains analystes contemporains admettent volontiers l'existence aujourd'hui : Kaplan approuve le fait que l'armée américaine soit utilisée pour « promouvoir la démocratie ». Il se plaît à indiquer qu'un coup de téléphone d'un général



étasunien est souvent un meilleur moyen d'encourager un changement politique dans un pays du Tiers Monde qu'un appel de l'ambassadeur des Etats-Unis de là-bas. Il cite un officier des *Army Special Operations* : « Quel que soit le Président du Kenya, c'est le même groupe de gars qui dirige les forces spéciales et les gardes du corps du Président. Nous les avons entraînés. C'est ce qu'on appelle l'influence diplomatique. »

L'aspect historique du sujet a été récemment étudié par un universitaire suisse, Daniele Ganser dans son livre [Les Armées secrètes de l'OTAN](#) [Demi-lune, Paris, 2007]. Il commence par mentionner le fait que, le 3 août 1990, Giulio Andreotti, alors Premier ministre, a admis qu'il avait existé une armée secrète dans son pays depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale connue sous le nom de Gladio, qu'elle avait été créée par la CIA et le MI6 et qu'elle était coordonnée par une section peu orthodoxe de l'OTAN.

Il confirmait ainsi une des rumeurs les plus persistantes de l'Italie de l'après-guerre. De nombreuses personnes dont des magistrats instructeurs avaient le sentiment que Gladio ne faisait pas seulement partie d'un réseau d'armées secrètes créées par les Etasuniens en Europe occidentale pour combattre une éventuelle occupation soviétique, mais également que ces réseaux en étaient venus à influencer le résultat d'élections, allant jusqu'à conclure de sinistres alliances avec des organisations terroristes. L'Italie était une cible particulière parce que le Parti communiste y était très puissant.

A l'origine, cette armée secrète avait été mise sur pied dans le but de se préparer à l'éventualité d'une invasion, mais il semble qu'elle effectua bientôt des opérations secrètes visant à influencer les processus politiques eux-mêmes, en l'absence d'invasion. Il existe de nombreuses preuves que les Américains se sont ingérés massivement, en particulier dans les élections italiennes, afin d'empêcher le Parti communiste de prendre le pouvoir. Des dizaines de milliards de dollars ont été offerts aux chrétiens-démocrates pour cette raison.

Ganser va jusqu'à dire qu'on a la preuve que des cellules Gladio ont organisé des attentats terroristes dans le but de faire accuser les communistes et de pousser la population épouvantée à réclamer des pouvoirs spéciaux pour l'Etat destinés à les « protéger » du terrorisme. Ganser cite l'homme accusé d'avoir posé une des bombes, Vincenzo Vinciguerra, qui a bien expliqué la nature du réseau dont il était un simple soldat. Cela faisait partie d'une stratégie visant à « déstabiliser afin de stabiliser ».

On s'attaquait à des civils, à des femmes, à des enfants, à des innocents, à des inconnus tout à fait étrangers au jeu politique. La raison en était simple : il s'agissait de contraindre le peuple italien à se tourner vers l'Etat pour demander une plus grande sécurité. Telle est la logique politique qui présidait à tous les massacres dont les auteurs sont restés impunis parce que l'Etat ne pouvait pas se déclarer coupable de ce qui était arrivé.

Il existe un rapport évident avec les théories du complot à propos du 11-Septembre. Ganser présente toute une série de preuves selon lesquelles on a agi là comme Gladio en Italie et ses arguments laissent penser qu'il pourrait y avoir eu une alliance avec des groupes d'extrême gauche comme les Brigades Rouges. Après tout, lorsque Aldo Moro fut enlevé - il fut ensuite assassiné -, il se rendait au Parlement pour y présenter un programme de coalition entre les socialistes et les communistes, ce que les Etasunins étaient précisément déterminés à empêcher.

### Les tacticiens de la révolution aujourd'hui

Les ouvrages historiques dont j'ai parlé nous aident à comprendre ce qui se passe aujourd'hui. Mes collègues et moi-même du *British Helsinki Human Rights Group* avons pu constater que les mêmes techniques sont utilisées aujourd'hui.

Les principales tactiques ont été perfectionnées en Amérique Latine dans les années 1970-80. Beaucoup d'agents

secrets spécialistes du changement de régime de l'époque Reagan et Bush père ont exercé leur métier sans problèmes dans l'ancien bloc soviétique sous Clinton et Bush fils. Le général Noriega raconte dans ses mémoires que les deux agents de la CIA et du Département d'Etat envoyés pour négocier puis pour provoquer sa chute du pouvoir à Panama en 1989 s'appelaient William Walker et Michael Kozak. Or le premier réapparut au Kosovo en janvier 1999 lorsque, en tant que chef de la Mission de vérification, il supervisa la création du mensonge sur les « atrocités » qui servit de prétexte à la guerre. Michael Kozak, quant à lui, devint ambassadeur en Biélorussie où, en 2001, il monta l'opération « Blanche cigogne » destinée à renverser le président Alexandr Loukachenko. Dans un échange de lettres avec *The Guardian*, en 2001, il eut le front de reconnaître qu'il faisait en Biélorussie exactement ce qu'il avait fait au Nicaragua et au Panama, c'est-à-dire « promouvoir la démocratie ».

La technique moderne du coup d'Etat se présente essentiellement sous trois formes : ONG, contrôle des médias et agents secrets. Leurs activités sont interchangeables, si bien que je ne les traiterai pas séparément.

### Serbie, 2000

Le renversement de Slobodan Milosevic ne fut manifestement pas la première fois où l'Occident utilisait des influences clandestines pour provoquer un changement de régime. Le renversement de Sali Berisha en Albanie en 1997 et celui de Vladimir Meciar en Slovaquie en 1998 ont été fortement influencés par l'Occident et dans le cas de Berisha, un soulèvement extrêmement violent fut présenté comme un exemple bienvenu de prise du pouvoir spontanée par le peuple. J'ai personnellement observé comment la communauté internationale et en particulier l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), falsifièrent les résultats de leur contrôle des élections afin d'assurer le changement politique. Cependant le renversement de Milosevic à Belgrade, le 5 octobre 2000, est important parce qu'il s'agissait d'une personnalité très connue et que la « révolution » qui l'a destitué impliquait un usage très ostentatoire du « pouvoir populaire ».

Le contexte du putsch contre Milosevic a été brillamment décrit par Tim Marshall, journaliste à Sky TV. Ce qu'il montre est valable parce qu'il approuve les événements qu'il évoque et qu'il se vante de ses nombreux contacts avec les services secrets, en particulier ceux de Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

A tout instant, Marshall semble savoir qui sont les principaux agents secrets. Son compte rendu est plein de références à « un agent du MI6 de Pristina », à des « sources des services secrets yougoslaves », à « un homme de la CIA qui a aidé à préparer le coup d'Etat », à un agent des services secrets de la marine américaine », etc. Il cite des rapports secrets des renseignements serbes, il sait qui est le chef d'état-major du ministre britannique de la Défense qui mit au point la stratégie du renversement de Milosevic. Il sait que les conversations téléphoniques du ministre des Affaires étrangères britannique sont écoutées. Il sait qui sont les agents des services secrets russes qui accompagnent Evgueni Primakov, le Premier ministre russe, à Belgrade pendant les bombardements de l'OTAN. Il sait dans quelles chambres de l'ambassade de Grande-Bretagne il y a des micros et où sont les espions yougoslaves qui écoutent les conversations des diplomates. Il sait qu'un membre de la Commission des relations internationales de la Chambre des représentants américaine est en réalité un agent des services secrets de la marine. Il semble savoir que des décisions des services secrets sont souvent prises sans l'accord complet des ministres. Il décrit comment la CIA a escorté la délégation de l'Armée de libération du Kosovo jusqu'à Paris pour les entretiens de Rambouillet avant la guerre où l'OTAN lança à la Yougoslavie un ultimatum dont elle savait qu'il ne pouvait pas ne pas être rejeté. Il fait allusion à un « journaliste britannique » qui a servi d'intermédiaire entre Londres et Belgrade pour des négociations secrètes à un haut niveau extrêmement importantes où les participants cherchèrent à se trahir les uns les autres au moment où le pouvoir de Milosevic s'effondrait. (Je le soupçonne de parler ici de lui-même.)

Un des thèmes qui traversent son livre sans qu'il le veuille est que la frontière entre les journalistes et les barbouzes est ténue. Au début du livre, Marshall parle en passant des « liens inévitables entre les agents, les journalistes et les

politiques », disant qu'ils « travaillent tous dans le même domaine ». Il continue sur le ton de la plaisanterie en disant que c'est une « association de barbouzes, de journalistes et de politcards, plus le peuple » qui a causé la chute de Milosevic. Il adhère au mythe de la participation du « peuple » mais le reste de son livre montre qu'en réalité le renversement du Président yougoslave n'a pu avoir lieu que grâce à des stratégies politiques conçues à Londres et à Washington.

Avant tout, Marshall fait bien comprendre qu'en 1998, le Département d'Etat et les services de renseignements décidèrent d'utiliser l'Armée de libération du Kosovo (ALK) pour se débarrasser de Milosevic. Il cite une source selon laquelle « le projet des Etats-Unis était clair : lorsque le moment serait venu, ils utiliseraient l'ALK pour apporter la solution au problème politique », le « problème » étant la survie politique de Milosevic. Cela voulait dire qu'on soutenait le sécessionnisme terroriste de l'ALK pour mener ensuite une guerre contre la Yougoslavie à ses côtés. Marshall cite Karl Kirk, un agent des services secrets de la marine US : « Finalement, nous avons engagé une vaste opération à la fois ouverte et secrète contre Milosevic . La partie secrète de l'opération consistait non seulement à étoffer les différentes missions d'observation envoyées au Kosovo d'agents des services secrets britanniques et étasuniens, mais également - et c'était crucial - d'apporter une aide militaire, technique, financière, logistique et politique à l'ALK qui faisait du trafic de drogue et d'êtres humains et assassinait des civils. »

La stratégie commença à la fin de 1998 lorsqu'une « importante mission de la CIA fut mise en oeuvre au Kosovo ». Le Président Milosevic avait autorisé la mission d'observation diplomatique du Kosovo à entrer dans la province pour y contrôler la situation. Ce groupe fut immédiatement étoffé d'agents secrets et de forces spéciales britanniques et étasuniennes, d'hommes de la CIA et des services secrets de la marine US, de membres du *Special Air Service* britannique et du 14th Intelligence, corps de l'armée britannique qui opère aux côtés du SAS pour effectuer ce qu'on appelle de la « *deep surveillance* ». Le but immédiat de l'opération était d'effectuer de l'« *intelligence preparation of battlefield* » [méthode d'analyse du terrain susceptible de devenir un champ de bataille], version moderne de ce que le duc de Wellington avait l'habitude de faire, c'est-à-dire de parcourir le champ de bataille de long en large pour se rendre compte de la configuration du terrain avant d'attaquer l'ennemi. Ainsi, comme l'écrit Marshall, « officiellement la KDOM [Mission diplomatique d'observation au Kosovo] était dirigée par l'OSCE en Europe et officieusement par la CIA. C'était un front de la CIA. » En fait, la plupart de ses membres travaillaient pour un autre front de la CIA, la *DynCorp*, compagnie basée en Virginie qui emploie, selon Marshall surtout des « membres des unités d'élite de l'armée étasunienne ou de la CIA ». On utilisa la KDOM, qui devint plus tard la Mission de vérification au Kosovo pour faire de l'espionnage. Au lieu d'effectuer les tâches de contrôle qui leur étaient assignées, les membres de la Mission utilisaient leurs GPS pour localiser et identifier les cibles que l'OTAN bombarderait plus tard. On a du mal à comprendre comment les Yougoslaves ont pu permettre que 2000 agents des services secrets parfaitement entraînés parcourent leur territoire, d'autant que, comme le montre Marshall, ils savaient très bien ce qui se passait.

Le chef de la Mission de vérification au Kosovo était William Walker, l'homme qui avait eu pour mission d'évincer Noriega du pouvoir au Panama et qui avait été ambassadeur des Etats-Unis au Salvador dont le gouvernement, soutenu par l'Amérique, entretenait des escadrons de la mort. Walker « découvrit » le « massacre » de Racak en janvier 1999, événement utilisé comme prétexte pour engager le processus conduisant aux bombardements qui commencèrent le 24 mars. De nombreux témoignages laissent penser que Racak était une mise en scène et que les corps trouvés là étaient ceux de combattants de l'ALK et non de civils, comme on l'a prétendu. Ce qui est certain, c'est que le rôle de Walker était si important que la route nationale du Kosovo qui mène à Racak a reçu son nom. Marshall écrit que la date de la guerre - printemps 1999 - n'a pas seulement été décidée à la fin de décembre 1998, mais qu'elle a été communiquée à ce moment-là à l'ALK. Cela signifie que lorsque le « massacre » a eu lieu et que Madeleine Albright déclara que le printemps était précocement cette année-là, elle se comportait comme Goebbels qui, apprenant la nouvelle de l'incendie du Reichstag en 1933, aurait dit : « Quoi, déjà ? »

De toute façon, Marshall écrit que lorsque la Mission fut retirée à la veille des bombardements de l'OTAN, les agents de la CIA qui en faisaient partie remirent tous leurs mobiles et leurs GPS à l'ALK. « Les Etasuniens entraînaient l'ALK, l'équipèrent en partie et lui donnèrent virtuellement un territoire », écrit Marshall, même si lui, comme tous les

autres reporters, a contribué à propager le mythe des atrocités commises systématiquement par les Serbes contre une population civile albanaise totalement passive.

La guerre commença, bien sûr, et la Yougoslavie fut violemment bombardée. Mais Milosevic restait au pouvoir. Aussi Londres et Washington se mirent à pratiquer ce que Marshall appelle une « guerre politique » pour le faire partir. Cela consistait à donner d'importantes sommes d'argent et d'apporter une aide technique, logistique et stratégique, y compris des armes, à différents groupes de l'« opposition démocratique » et à des ONG de Serbie. A ce moment-là, les États-Uniens opéraient principalement par le biais de l'*International Republican Institute* qui avait ouvert des bureaux en Hongrie dans le but de se débarrasser de Milosevic. Marshall explique qu'à l'une des réunions, « on était tombé d'accord sur le fait que les arguments idéologiques de démocratie, de droits civiques et d'approche humanitaire seraient beaucoup plus convaincants s'ils étaient accompagnés, le cas échéant, de beaucoup d'argent ». Cet argent, et beaucoup d'autres choses, d'ailleurs, entrèrent en Serbie par les valises diplomatiques, dans bien des cas celles de pays apparemment neutres comme la Suède qui, n'étant pas officiellement membre de l'OTAN, purent maintenir des ambassades complètes à Belgrade. Marshall ajoute que l'argent entra pendant des années. Des médias « indépendants », comme la station de radio B92 (éditeur de Marshall) étaient financés en grande partie par les États-Unis. Des organisations contrôlées par George Soros jouèrent également un rôle essentiel, comme plus tard en Géorgie, en 2003-04. Les « démocrates » n'étaient en réalité rien d'autre que des agents étrangers, comme l'affirmait impassiblement le gouvernement yougoslave à l'époque.

Marshall explique aussi une chose qui est maintenant de notoriété publique, c'est-à-dire que ce sont également les États-Uniens qui ont conçu la stratégie consistant à mettre en avant un candidat, Vojislav Koatunica, pour unifier l'opposition. Il présentait le principal atout d'être inconnu du grand public. Marshall montre que la stratégie impliquait aussi un coup d'Etat soigneusement préparé et qui eut lieu comme prévu. Il montre de manière très détaillée comment les principaux acteurs de ce qui fut présenté par les télévisions occidentales comme un soulèvement « populaire » spontané étaient en réalité une bande de voyous extrêmement violents et lourdement armés commandés par le maire de la ville de Cacak, Velimir Illic. C'est le convoi d'Illic long de 22 kilomètres qui transporta « des armes, des paras et une équipe de kick-boxeurs » jusqu'au bâtiment du Parlement fédéral de Belgrade. Marshall admet que les événements du 5 octobre 2000 « ressemblaient plus à un coup d'Etat » qu'à la révolution populaire que présentaient si naïvement les médias du monde entier.

### Géorgie, 2003

Bien des tactiques appliquées à Belgrade furent reprises *ad nauseam* en Géorgie en novembre 2003 pour renverser le Président Edouard Chevardnadze. Les mêmes allégations d'élections truquées furent faites et sans cesse répétées. (En Géorgie, il s'agissait d'élections législatives et en Yougoslavie d'élections présidentielles.) Les médias occidentaux reprirent sans se poser de questions ces allégations qui avaient été formulées longtemps avant le scrutin. Une guerre de propagande fut déclenchée contre les deux présidents, dans le cas de Chevardnadze après une longue période où on l'avait encensé comme un grand démocrate réformateur. Les deux « révolutions » se produisirent après un similaire « assaut contre le Parlement » transmis en direct par les télévisions. Les deux transferts de pouvoirs furent négociés par le ministre russe des Affaires étrangères Igor Ivanov qui prit l'avion pour Belgrade puis pour Tbilissi afin d'organiser la chute des présidents en exercice. Et, *last but not least*, l'ambassadeur étasunien fut le même dans les deux cas : Richard Miles.

Cependant, la similitude la plus manifeste consiste dans l'utilisation d'un mouvement étudiant connu sous le nom d'Otpor (Résistance) en Serbie et Kmara (C'est assez !) en Géorgie. Les deux mouvements avaient le même symbole, un poing serré noir sur blanc. Les gens d'Otpor entraînèrent ceux de Kmara et tous les deux furent soutenus par les États-Unis. Et les deux étaient manifestement structurés selon des principes communistes, associant l'apparence d'une structure diffuse de cellules autonomes et la réalité d'une discipline léniniste fortement centralisée.

Comme en Serbie, le rôle joué par les opérations secrètes et l'argent américains fut révélé, mais seulement après les événements. Pendant ceux-ci, les télévisions ne cessèrent de parler du soulèvement du « peuple » contre Chevardnadze. Toutes les images contraires à ce mensonge optimiste furent occultées, comme le fait que la « marche sur Tbilissi » menée par Mikhaïl Saakachvili était partie de Gori, la ville natale de Staline, au pied de la statue de l'ancien tyran soviétique qui reste un héros pour beaucoup de Géorgiens. Les médias ne s'inquiétèrent pas lorsque le nouveau président, Saakachvili, fut confirmé dans ses fonctions par une élection qui le gratifia d'un score stalinien de 96%.

### Ukraine, 2004

Dans le cas de l'Ukraine, on observe la même combinaison d'activités des ONG financées par l'Occident, des médias et des services secrets. Les ONG ont joué un rôle énorme en délégitimant les élections avant qu'elles aient lieu. On n'a cessé de parler de fraudes généralisées. En d'autres termes, les manifestations de rues qui ont eu lieu après le second tour, remporté par Ianoukovitch, se fondaient sur des allégations qui circulaient avant le début du second tour. La principale ONG responsable de ces accusations, le Comité des électeurs d'Ukraine, n'a pas reçu un sou des électeurs ukrainiens ; il a en revanche été généreusement financé par les gouvernements occidentaux. Ses bureaux étaient ornés de photos de Madeleine Albright et le *National Democratic Institute* était un de ses principaux soutiens. Il ne cessait de faire de la propagande anti-Ianoukovitch.

Pendant les événements eux-mêmes, j'ai pu prouver certains des abus de cette propagande. Ils consistaient principalement à répéter inlassablement que le gouvernement pratiquait la fraude électorale, à dissimuler la fraude pratiquée par l'opposition, à présenter Victor Iouchtchenko, un des hommes les plus ennuyeux du monde, comme un politique charismatique et de propager la thèse ridiculement invraisemblable qu'il avait été délibérément empoisonné par ses ennemis. (Aucune poursuite n'a été engagée jusqu'à présent.) On trouvera le compte rendu le plus complet sur la propagande et les fraudes dans le rapport « *Ukraine's Clockwork Orange Revolution* » du *British Helsinki Human Rights Group*. Une explication intéressante du rôle joué par les services secrets a été fournie dans le *New York Times* par C. J. Chivers qui montre que le KGB ukrainien a travaillé depuis le début pour Iouchtchenko, en collaboration avec les Etasuniens, bien entendu. Parmi d'autres articles importants sur le sujet, mentionnons celui de Jonathan Mowat intitulé « *The New Gladio in Action ? Ukrainian Postmodern Coup Completes Testing of New Template* », qui montre en détail comment la doctrine militaire a été adaptée pour provoquer un changement de régime et comment sont utilisés divers instruments, de la psychologie aux faux sondages d'opinion. L'article de Mowat est particulièrement intéressant quand il parle des théories de Peter Ackermann, l'auteur de *Strategic Nonviolent Conflict* (Praeger 1994) et d'un discours intitulé « *Between Hard and Soft Power : The Rise of Civilian-Based Struggle and Democratic Change* » et prononcé au Département d'Etat en juin 2004. Mowat est également excellent en matière de psychologie des foules et de son utilisation lors des putschs. Il attire l'attention sur le rôle des « masses d'adolescents » et de l'« hystérie des rebelles » et fait remonter l'origine de leur utilisation à des fins politiques au *Tavistock Institute* dans les années 1960. Cet Institut avait été créé par l'Armée britannique en vue de la guerre psychologique après la Première Guerre mondiale et parmi ses illustres étudiants on trouve David Owen, ancien Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et Radovan Karadžić, ex-Président de la République serbe de Bosnie. Mowat montre comment les idées formulées là par Fred Emery furent reprises par un certain Howard Perlmutter, professeur d'« architecture sociale » à la Wharton School et disciple d'Emery pour qui « Rock video in Katmandu » était une image appropriée pour évoquer la manière dont les Etats de culture traditionnelle pouvaient être déstabilisés afin de créer éventuellement une « civilisation globale ». Il ajoutait qu'une telle transformation devait satisfaire à deux exigences : « créer des réseaux internationaux d'organisations internationales et locales » et « créer des événements mondiaux » en « transformant un événement local en un événement pouvant avoir des répercussions internationales immédiates grâce aux médias. »

### Conclusion

Rien de ce que je viens d'évoquer ne relève de théories du complot, il s'agit d'authentiques complots. Pour les

Etats-Unis, la promotion de la démocratie est un élément important de sa stratégie générale de sécurité nationale. D'importants secteurs du Département d'Etat, la CIA, des agences paragouvernementales comme le *National Endowment for Democracy* et des ONG financées par le Gouvernement, comme le *Carnegie Endowment for International Peace*, qui a publié plusieurs ouvrages sur la « promotion de la démocratie » ont tous un point commun : ils impliquent l'ingérence, parfois violente, de puissances occidentales, en particulier des Etats-Unis, dans la politique d'autres Etats et cette ingérence est très souvent utilisée pour encourager le changement de régime, objectif révolutionnaire par excellence.

**Source :** [www.lewrockwell.com/orig6/laughland8.1.1.html](http://www.lewrockwell.com/orig6/laughland8.1.1.html)

(Traduction Horizons et débats)

### Une preuve d'incapacité

par Bruno Bandulet

John Laughland, l'un des journa-listes anglais le mieux informé, m'a déjà dit il y a des années que l'UE n'est rien d'autre qu'une agence d'influence des USA. L'acte incroyable du 30 novembre a confirmé cette analyse. Ce jour-là, les ministres de l'Intérieur européens ont signé à Bruxelles un accord avec le gouvernement américain, selon lequel il lui est accordé et à l'avenir de façon complètement légale, un droit de regard dans les données bancaires européennes. Il s'agit des virements bancaires, y compris adresses, numéros de cartes d'identité ainsi que d'autres données personnelles - bien sûr sous le prétexte de la lutte contre le terrorisme. D'après la version officielle, les virements intereuropéens ne seront pas notés, mais d'après le magazine Der Spiegel cela n'est pas clairement exclu dans le texte du contrat. Le mensonge est de toute façon de la partie. Ainsi la commission européenne prétend que le programme de recherche américain a déjà aidé lors de l'arrestation du groupe terroriste de Sauerland en Allemagne. Le ministère public fédéral allemand concerné, qui devrait le savoir, dément. Indépendamment de cela se pose la question de savoir pourquoi les services secrets européens n'ont pas également accès aux transactions financières américaines ? Où en est-il de l'égalité ? C'est à juste titre que le Bundesverband der Deutschen Industrie (BDI, Association de l'industrie allemande) alerte à l'espionnage industriel. Seuls les naïfs peuvent nier que les services américains le pratiquent de façon intensive. L'espionnage des transactions financières est le rêve de tous les services secrets. Cela ne suffit pas que le propre gouvernement ait depuis longtemps supprimé le secret bancaire, il n'assure pas non plus la protection juridique des citoyens vis-à-vis du grand frère. Pauvre Europe.

**Source :** G&M. Gold & Money Intelligence

Le ministère israélien des Affaires étrangères présent sur Internet

Des internautes payés pour diffuser la propagande israélienne

Le ministre israélien des Affaires étrangères a mis en place une équipe spéciale et secrète de salariés, dont le travail consiste à surfer sur Internet 24 heures sur 24, afin de diffuser la bonne parole sur les sites internet, les forums, les blogs, Twitter et Facebook.

De jeunes Israéliens accros d'Internet - le plus souvent fraîchement diplômés ou soldats juste démobilisés et disposant de quelque talent de plume - ont été recrutés pour se poser en surfeurs ordinaires, alors qu'ils relaient la ligne du gouvernement sur la situation au Proche-Orient.

L'existence d'une « machine de guerre » sur la toile a été mise en lumière par la publication du budget annuel du ministère des Affaires étrangères. Environ 150 000 dollars ont été affectés pour la première étape de son développement, en attendant des fonds supérieurs pour l'année prochaine.

L'équipe en question serait sous la direction d'un vaste service relevant de ce que les Israéliens appellent « hasbara », littéralement « explication publique », qui signifie plus prosaïquement propagande. Ceci n'inclut pas seulement le travail de relations publiques du gouvernement mais des accords plus secrets passés par le ministère avec une batterie d'organisations et d'initiatives privées qui font la promotion de l'image d'Israël dans la presse, à la télé et sur internet.

Dans une interview de ce mois au Calcalist, journal économique israélien, Ilan Shturman, directeur adjoint du département de la Propagande (« hasbara ») au ministère et responsable du projet, a admis que son équipe travaillait clandestinement.

« Nos gens ne diront pas salut, je fais partie du département de la hasbara: du ministère des Affaires étrangères israélien. Voilà ce que je veux vous dire:.. Et ils ne s'identifieront pas forcément non plus en tant qu'Israéliens », a-t-il déclaré. « Ils parleront comme des surfeurs du net et comme des citoyens, ils écriront des réponses qui auront l'air personnelles, mais qui se baseront sur une liste de messages tout préparés que le ministère des Affaires étrangères aura élaborés ».

Le projet n'est que la formalisation de pratiques de communication que le ministère a développées à l'occasion de l'opération menée à Gaza en décembre et janvier derniers.

« Au cours de l'opération plomb durci: nous avons fait appel aux communautés juives de l'étranger, et avec leur aide nous avons recruté quelques milliers de volontaires qui se sont joints aux volontaires israéliens » a indiqué Shturman. « Nous leur avons donné le matériel de base et celui de la « hasbara », et nous les avons envoyés représenter le point de vue israélien sur les sites web et dans les sondages sur le net. »

Shturman a précisé que durant la guerre, le ministère avait concentré ses efforts sur les sites web européens, où l'audience était plus hostile à la politique israélienne. En haut de la liste des sites visés par ce nouveau projet, se trouvent la BBC Online et les sites arabes du Web.

La nouvelle équipe devrait augmenter la proche coordination du ministère avec un groupe privé de soutien, giyus.org (« Apportez à Israël votre soutien uni »). Près de 50 000 sont censés télécharger le programme Mégaphone, qui envoie un signal d'alerte à leur ordinateur dès qu'un article critiquant Israël est publié. Ils doivent alors bombarder le site en question de commentaires pro-israéliens.

**Sources :** [www.europalestine.com/spip.php?article4295](http://www.europalestine.com/spip.php?article4295) du 26/7/09 et [mplbelgique.wordpress.com](http://mplbelgique.wordpress.com) du 30/7/09

- L'article original en hébreu se trouve sur [http://www.calcalist.co.il/internet/articles/0\\_7340\\_L-3319543\\_00.html](http://www.calcalist.co.il/internet/articles/0_7340_L-3319543_00.html)